

# Analyse des stratégies locales de mobilisation en contexte de désobéissance civile en Côte d'Ivoire

Sinaly TRAORÉ

*Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel  
(IPNETP), Abidjan  
tmansiadjogoya@gmail.com*

## Résumé

Cette étude analyse les stratégies locales de mobilisation déployées lors de la désobéissance civile de 2020 en Côte d'Ivoire. Elle s'appuie sur une approche méthodologique mixte combinant : une enquête quantitative auprès de 420 participants répartis dans quatre localités fortement affectées par les mobilisations ; 52 entretiens semi-directifs menés auprès d'acteurs variés (jeunes, leaders communautaires, commerçants, responsables associatifs) ; un dispositif d'observations non participantes ; et l'analyse d'un corpus documentaire constitué de communiqués politiques, rapports d'ONG et archives de presse. Les résultats montrent que les formes de mobilisation les plus courantes (barricades, marches, blocages de routes et destructions ciblées) s'inscrivent dans une approche théorique plurielle articulant l'économie morale (Thompson, 1971 ; Scott, 1976), la raison morale des mobilisations (Fassin, 2009), la sociologie des réertoires d'action collective (Tilly, 2004 ; Tarrow, 2011) et la théorie des réseaux sociaux (Granovetter, 1973). Les réseaux communautaires (jeunes de quartier, associations locales, leaders coutumiers) combinés aux réseaux numériques jouent un rôle central dans la coordination et la diffusion des actions, confirmant le rôle structurant des liens faibles décrit par Granovetter. Par ailleurs, les mobilisations génèrent des coûts économiques significatifs, particulièrement pour les acteurs du secteur informel, ce qui corrobore les analyses de Cramer (2006) et Hibou (2011). Toutefois, malgré leurs impacts socioéconomiques, ces actions restent perçues comme légitimes et politiquement nécessaires au regard des enjeux de justice électorale et de protection communautaire. L'étude met ainsi en évidence la cohérence normative, la structuration relationnelle et la dimension stratégique des mobilisations ivoiriennes. Elle souligne néanmoins certaines limites méthodologiques, notamment la difficulté d'évaluer leurs effets économiques à long terme et la possible sous-estimation des influences partisanes ou coercitives.

Mots-clés : Mobilisation protestataire, Économie morale, Désobéissance civile, Réseaux communautaires, Violences électorales, Côte d'Ivoire.

## Abstract

*This study examines the local mobilization strategies deployed during the 2020 civil disobedience movement in Côte d'Ivoire. It draws on a mixed-methods research design combining a quantitative survey of 420 participants across four highly affected localities; 52 semi-structured interviews with diverse actors, including youth groups, community leaders, traders, and association representatives; a program of non-participant observations; and an analysis of a documentary corpus composed of political communiqués, NGO reports, and press archives. The findings show that the most common forms of mobilization (barricades, marches, road blockades, and targeted destruction) are grounded in a plural theoretical framework integrating moral economy (Thompson, 1971; Scott, 1976), moral reasoning in collective action (Fassin, 2009), the sociology of contentious repertoires (Tilly, 2004; Tarrow, 2011), and social network theory (Granovetter, 1973). Community-based networks (including neighborhood youth groups, local associations, and customary authorities) combined with digital networks, play a central role in the coordination and diffusion of protest actions. This pattern confirms the structuring influence of weak ties as theorized by Granovetter. The mobilizations also generate significant economic costs, particularly for actors in the informal sector, supporting analyses by Cramer (2006) and Hibou (2011). Yet despite these socioeconomic impacts, the actions are widely perceived as legitimate and politically necessary, especially in light of demands for electoral justice and community protection. The study highlights the normative coherence, relational structuring, and strategic dimension of Ivorian protest mobilizations. It also underscores several methodological limitations, notably challenges in assessing long-term economic consequences and the potential underestimation of partisan or coercive influences.*

**Keywords:** *Protest mobilization; Moral economy; Civil disobedience; Community networks; Electoral violence; Ivory Coast*

## Introduction

Les périodes électorales en Afrique de l'Ouest constituent des moments politiques particulièrement sensibles, souvent caractérisés par une intensification des tensions partisanes, des mobilisations populaires et des violences localisées. La Côte d'Ivoire, confrontée à plusieurs crises électorales majeures en 2000, 2002, 2010 et 2020, illustre de manière paradigmique cette dynamique. Ces événements ont profondément façonné les pratiques de contestation et les formes d'expression citoyenne, révélant à la fois les fragilités structurelles du

champ politique national et la capacité des populations à se mobiliser face à ce qu'elles perçoivent comme des injustices politiques (Bouquet, 2013). La désobéissance civile de 2020, déclenchée dans un contexte de contestation du processus électoral, s'inscrit pleinement dans cette historicité des luttes citoyennes. Elle met en lumière des formes d'action collective (barricades, marches, blocages de routes, destructions de biens publics) souvent interprétées de manière réductrice comme de simples manifestations de violence spontanée.

Pourtant, ces mobilisations ne sont ni anarchiques ni impulsives. Elles renvoient à des logiques sociales, culturelles et politiques complexes qui exigent une lecture attentive des normes, valeurs et représentations qui structurent leur légitimité. Le concept d'économie morale, tel que développé par Thompson (1971) et Scott (1976), constitue un outil analytique central pour comprendre ces dynamiques. Il permet de saisir comment les populations évaluent les actions collectives à l'aune de normes partagées de justice, de reciprocité et d'équité. Dans cette perspective, la mobilisation devient un acte moral, une réponse collective perçue comme nécessaire pour restaurer un ordre social perturbé, garantir la justice électorale ou protéger la communauté. Les travaux de Fassin (2009) sur la « *raison morale* » des mobilisations confirment cette dimension normative, encore peu explorée dans le cas ivoirien. Ces travaux montrent comment les justifications éthiques structurent la participation en dépit des coûts économiques et des risques sécuritaires encourus.

Nonobstant un intérêt croissant pour les violences électorales en Afrique, la littérature reste largement centrée sur les dynamiques partisanes (Cheeseman, 2017), les logiques de compétition électorale (Bleck & van de Walle, 2018) ou les stratégies de mobilisation politique (Straus, 2015). Peu d'études s'attachent à comprendre les mobilisations ivoiriennes sous l'angle des significations morales, des justifications locales et des normes communautaires qui les soutiennent. Or, l'analyse de ces dimensions est essentielle pour appréhender pourquoi et comment des populations s'engagent collectivement, parfois au prix de lourds sacrifices économiques ou de risques sécuritaires. La légitimité de l'action, telle qu'évaluée par les

acteurs eux-mêmes, constitue ainsi un prisme indispensable pour interpréter la désobéissance civile.

Un deuxième enjeu majeur concerne l'organisation concrète des mobilisations. Les actions de 2020 reposent sur des réseaux communautaires denses et diversifiés (jeunes de quartier, associations locales, leaders coutumiers, groupes de transporteurs et plateformes numériques) dont les interactions structurent les formes et l'efficacité des protestations. La sociologie des réseaux, et en particulier le concept de « *force des liens faibles* » de Granovetter (1973), permet d'éclairer la manière dont ces réseaux, mêlant proximité territoriale et connectivité numérique, facilitent la circulation rapide de l'information et la coordination des actions. Cette dimension réticulaire, encore peu documentée dans le contexte ivoirien, apparaît comme un facteur clé de la structuration et de la diffusion des mobilisations.

Par ailleurs, les mobilisations se déroulent dans un environnement socioéconomique marqué par la précarité et la dépendance au secteur informel. Les travaux de Cramer (2006) et Hibou (2011) montrent que les crises politiques exacerbent les vulnérabilités économiques tout en renforçant paradoxalement la légitimité des actions contestataires. La désobéissance civile devient ainsi un lieu de politisation de l'économie quotidienne. Ainsi, les pertes financières, les ruptures d'approvisionnement et les fermetures de marchés sont interprétées comme des sacrifices nécessaires à la restauration de la justice politique et à la protection communautaire. Cette rationalité du sacrifice met en lumière l'articulation entre moralité, stratégie et engagement économique dans la participation collective.

La présente étude poursuit donc une double ambition. D'une part, elle vise à analyser les stratégies locales de mobilisation dans le cadre de la désobéissance civile, en mettant en exergue les formes concrètes d'action et les logiques organisationnelles sous-jacentes. D'autre part, elle cherche à comprendre les fondements moraux, sociaux et économiques qui confèrent légitimité, cohérence et persistance à ces mobilisations. La question centrale peut se formuler ainsi : *quelles*

*normes sociales, valeurs morales, logiques organisationnelles et dynamiques économiques structurent les stratégies locales de mobilisation protestataire en Côte d'Ivoire lors de la désobéissance civile de 2020 ?*

Pour répondre à cette question, l'étude se propose de : (i) identifier les différentes formes de mobilisation observées ; (ii) analyser les logiques sociales, culturelles et morales qui fondent la légitimité et motivent la participation collective ; (iii) examiner le rôle des réseaux communautaires dans la structuration, la coordination et la diffusion des mobilisations ; (iv) évaluer les effets économiques et sociaux des actions sur les acteurs et les activités locales. Cette approche permet de dépasser une lecture strictement sécuritaire ou politicienne et d'adopter une perspective prenant en compte la rationalité des acteurs, les ressources communautaires mobilisées et les significations morales qui donnent sens à l'action collective.

Théoriquement, l'analyse mobilise plusieurs registres complémentaires. Le concept d'économie morale (Thompson, 1971 ; Scott, 1976) éclaire la légitimité normative des mobilisations. La sociologie des mouvements sociaux (Tilly, 2004 ; Tarrow, 2011) permet d'analyser les répertoires d'action et la dynamique des cycles de contention qui structurent les mobilisations. La théorie des réseaux sociaux (Granovetter, 1973 ; Castells, 2012) éclaire l'infrastructure relationnelle qui rend possible la coordination et la diffusion rapide des actions. Enfin, l'économie politique de la protestation (Cramer, 2006 ; Hibou, 2011 ; Geschiere, 2009) permet de comprendre la rationalité des sacrifices économiques consentis et la persistance des mobilisations malgré leur coût élevé.

En articulant ces différents cadres théoriques, l'étude propose une lecture intégrée de la désobéissance civile ivoirienne : un phénomène à la fois normatif, stratégique, organisationnel et économique. Cette perspective permet de comprendre que les mobilisations de 2020 ne sont pas de simples explosions de violence, mais des actions collectives structurées, légitimes et enracinées dans des réseaux sociaux et des normes morales partagées. Elle contribue ainsi à

renouveler l’analyse des mobilisations africaines en contexte électoral, en intégrant les dimensions morale, organisationnelle et économique donnant sens et efficacité à l’action collective.

## 2- Méthodologie

L’étude adopte une approche méthodologique mixte, combinant méthodes quantitatives, qualitatives, observations directes et analyse documentaire. Cette démarche vise à saisir simultanément l’ampleur des mobilisations et la profondeur des logiques sociales, morales, organisationnelles et économiques qui les structurent. Le choix d’une approche mixte répond à un double impératif, à savoir documenter statistiquement les facteurs associés à la participation protestataire et comprendre qualitativement les significations, justifications et dynamiques relationnelles qui sous-tendent ces actions. Cette triangulation méthodologique permet ainsi de renforcer la validité interne des résultats et d’éviter les biais liés à une seule source de données.

Quatre localités ont été sélectionnées en raison de leur rôle central dans les mobilisations de 2020 : (i) Yopougon (Abidjan), commune densément peuplée et historiquement marquée par de fortes mobilisations populaires ; (ii) Daoukro, zone d’influence politique où les mobilisations ont été particulièrement massives et organisées ; (iii) Bongouanou, localité fortement impactée par les heurts et caractérisée par la présence active de groupes de jeunes ; (iv) Divo, région où l’on observe l’un des plus hauts niveaux de destructions de biens publics lors de la désobéissance civile.

Un questionnaire structuré a été administré auprès de 420 répondants, soit 105 individus par localité, sélectionnés selon un échantillonnage raisonné. Les variables mesurées portent sur le niveau de participation aux mobilisations ; la perception de la légitimité des actions protestataires, les motivations morales, sociales et politiques, les réseaux d’appartenance et d’implication, les effets économiques subis. Ces données offrent une vision statistique de la diffusion des protestations, de leur intensité et des facteurs favorisant l’engagement.

Au total, 52 entretiens semi-directifs ont été conduits auprès de différentes catégories d'acteurs : jeunes manifestants, leaders communautaires, responsables associatifs, représentants locaux de partis politiques, commerçants touchés par les destructions et habitants témoins. Les thèmes explorés concernent les justifications morales invoquées, les dynamiques relationnelles et organisationnelles, les perceptions de la légitimité et des coûts de la mobilisation, les interactions entre acteurs locaux. Ces discours ont contribué à éclairer la rationalité pratique des mobilisations et les représentations collectives qui les structurent. Pour renforcer ces discours, des observations non participantes ont également été menées lors de marches de protestation, réunions de quartier, regroupements de jeunes et dispositifs locaux d'auto-organisation. Elles ont permis de saisir les pratiques matérielles de mobilisation, les modalités de coordination locale, les interactions entre groupes et la gestion collective des répertoires d'action (barricades, blocages, destructions ciblées). L'analyse empirique a été complétée par l'exploitation d'un corpus documentaire composé de trois types de sources.

- (i) Communiqués de désobéissance civile (août-octobre 2020) : Les communiqués émanant de plateformes de l'opposition et de coordinations locales ont permis d'identifier les principaux mots d'ordre et les justifications avancées pour légitimer la mobilisation. Ils insistent notamment sur la contestation du processus électoral et l'appel à la « *résistance citoyenne pacifique* », formulant la désobéissance civile comme un devoir citoyen.
- (ii) Rapports d'ONG nationales et internationales : Ces rapports (organisations de défense des droits humains, missions d'observation électorale, centres indépendants) apportent des informations complémentaires sur l'ampleur des violences, la localisation des heurts, le rôle des jeunes et les conséquences économiques des mobilisations. Ils servent principalement à trianguler les données issues des enquêtes et entretiens.

- (iii) Archives de presses nationales et internationales : Les articles de presses consultés ont permis de reconstituer la chronologie des événements et de contextualiser les mobilisations dans les quatre localités étudiées. Ils donnent un aperçu des discours politiques, des réactions communautaires et des premières formes visibles de protestation.

Ce corpus documentaire a ainsi contribué à renforcer la triangulation analytique, tout en permettant une compréhension plus précise du contexte politique et social dans lequel s'inscrivent les mobilisations de 2020.

Le traitement des données s'est appuyé sur une approche thématique à l'aide de NVivo pour les données qualitatives, ainsi que sur des tableaux croisés, des fréquences et des pourcentages via SPSS pour les données quantitatives, de même que sur la construction d'indicateurs tels que l'intensité de la mobilisation, la justification morale et l'implication des réseaux. Les méthodes combinées, quantitatives, qualitatives et observationnelles, ont permis de recueillir une vision fine des dynamiques protestataires dans les quatre localités étudiées.

L'ensemble de ces approches complémentaires offre une compréhension fine des dynamiques protestataires dans les quatre localités étudiées. La section suivante présente les principaux résultats obtenus.

### 3- Résultats

#### *3.1- Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon*

Le tableau ci-dessous présente la distribution sociodémographique des 472 participants incluant les enquêtés ( $n = 420$ ) et les personnes interviewées ( $n = 52$ ). Il permet d'apprécier la diversité des profils impliqués dans les mobilisations ou affectés par celles-ci dans les localités étudiées.

*Tableau 1: Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon*

| Variables                    | Catégories  | Nombre (n) | Proportion (%) |
|------------------------------|---|------------|----------------|
| <b>Sexe</b>                  | Hommes  | 268        | 63,81          |
|                              | Femmes  | 152        | 36,19          |
| <b>Sexe</b>                  |   | <b>420</b> | <b>100,00</b>  |
| <b>Tranche d'âge</b>         | 18–25 ans   | 171        | 40,71          |
|                              | 26–35 ans   | 198        | 47,14          |
|                              | 36 ans et plus  | 51         | 12,14          |
| <b>Total</b>                 |   | <b>420</b> | <b>100,00</b>  |
| <b>Statut/Type d'acteurs</b> | Jeunes manifestants   | 310        | 57,85          |
|                              | Leaders communautaires  | 22         | 4,10           |
|                              | Responsables associatifs  | 14         | 2,61           |
|                              | Représentants locaux de partis politiques                       | 09         | 1,68           |
|                              | Commerçants touchés par les destructions                        | 29         | 5,41           |
|                              | Autres acteurs locaux (habitants, témoins, transporteurs, etc.) | 88         | 16,26          |
| <b>Total</b>                 |   | <b>472</b> | <b>100,00</b>  |

*Source : Données d'enquêtes, 2020*

L'échantillon étudié présente plusieurs caractéristiques importantes permettant de mieux comprendre la nature des dynamiques de mobilisation observées.

Les hommes constituent 63,81% de l'échantillon, confirmant les observations classiques selon lesquelles les mobilisations protestataires urbaines et rurales sont majoritairement investies par les jeunes hommes, souvent au cœur des actions physiques (barricades, blocages, destructions). Les participants âgés de 18 à 35 ans représentent près de 88% de l'échantillon. Avec 310 répondants (65,68%), les jeunes manifestants constituent clairement le cœur de la

mobilisation. Leur présence massive renforce l'idée d'une mobilisation ancrée dans la jeunesse urbaine et périurbaine, porteuse de revendications politiques et socio-économiques.

Bien que minoritaires en proportion, les leaders communautaires (4,66 %), responsables associatifs (2,97%) et représentants politiques locaux (1,91%) jouent un rôle clé dans l'orientation et la légitimation des mobilisations, conformément aux analyses de Beekers & Obadare (2015) sur les courtiers politiques locaux.

Les commerçants touchés par les destructions (6,14%) permettent d'intégrer la perspective des acteurs économiques, souvent ignorée dans les analyses centrées uniquement sur la violence politique. La catégorie « *Autres acteurs* » (18,64%) regroupe des voix souvent invisibilisées (habitants témoins, transporteurs, travailleurs informels), mais essentielles pour contextualiser les impacts globaux des mobilisations.

### **3.2- Formes de mobilisation observées**

*Tableau 2: Répartition des formes de mobilisation dans les quatre localités étudiées (n = Nombre, % = Taux).*

| Type de mobilisation          | Yopougon |       | Daoukro |       | Bongouanou |       | Divo |       | Moyenne |
|-------------------------------|----------|-------|---------|-------|------------|-------|------|-------|---------|
|                               | n        | %     | n       | %     | n          | %     | n    | %     | %       |
| Barricades                    | 72       | 68,20 | 57      | 54,40 | 66         | 63,10 | 75   | 71,30 | 64,75   |
| Marches de protestation       | 55       | 52,60 | 69      | 66,20 | 62         | 58,90 | 52   | 49,70 | 56,35   |
| Destructions de biens publics | 43       | 41,30 | 39      | 37,50 | 49         | 46,20 | 67   | 63,80 | 47,20   |
| Blocages de routes            | 63       | 59,70 | 51      | 48,20 | 65         | 62,10 | 60   | 57,40 | 56,85   |

*Source : Données d'enquêtes, 2020*

Les résultats montrent que les barricades (64,75%) constituent la forme de mobilisation la plus répandue dans les quatre localités étudiées. Cette prédominance confirme que les actions nécessitant peu de ressources matérielles, mais fortement symboliques, sont privilégiées. Les blocages de routes (56,85%) et marches de protestation (56,35%) suivent, traduisant une articulation entre visibilité publique et perturbation des flux économiques. Les destructions de biens publics (47,20%), plus coûteuses socialement, apparaissent comme des actions plus ciblées, souvent liées à des moments paroxystiques de la contestation.

### **3.3- Légitimité morale et justification des actions**

*Tableau 3: Justifications morales des actions protestataires.*

| <b>Justification principale</b>     | <b>Nombre</b> | <b>Proportion (%)</b> |
|-------------------------------------|---------------|-----------------------|
| Défendre la justice électorale      | 262           | 62,40                 |
| Protéger la communauté              | 209           | 49,70                 |
| Sanctionner les autorités           | 174           | 41,30                 |
| Réagir aux frustrations économiques | 242           | 57,60                 |

*Source : Données d'enquêtes, 2020*

Les mobilisations sont perçues comme des actions « nécessaires pour rétablir l'équité », et non comme des actes gratuits. Les justifications morales les plus invoquées sont la défense de la justice électorale (62,40%) et la réaction aux frustrations économiques (57,60%). Ces résultats attestent du rôle central de la légitimité morale dans le passage à l'action collective. La perception que les autorités publiques violent des normes fondamentales constitue un moteur puissant de mobilisation. La protection de la communauté (49,70%) illustre la dimension communautaire des mobilisations. Enfin, la volonté de sanctionner les autorités (41,30%) révèle une dimension protestataire explicitement politique.

### 3.4- Rôle des réseaux communautaires

Tableau 4: Réseaux mobilisés et taux d'implication.

| Réseau mobilisé                       | Nombre | Taux d'implication (%) |
|---------------------------------------|--------|------------------------|
| Jeunes de quartier                    | 310    | 73,90                  |
| Associations locales                  | 244    | 58,20                  |
| Groupes de transporteurs              | 185    | 44,10                  |
| Chefferies et leaders coutumiers      | 154    | 36,70                  |
| Groupes WhatsApp / réseaux numériques | 274    | 65,40                  |

Source : Données d'enquêtes, 2020

Les résultats montrent que les réseaux numériques jouent un rôle structurant dans la coordination rapide des mobilisations. Les jeunes de quartier (73,90%) et les réseaux numériques (65,40%) constituent les principaux relais de mobilisation. Les associations locales (58,20%) jouent également un rôle d'encadrement. Les leaders coutumiers (36,70%) interviennent davantage comme régulateurs ou légitimateurs d'actions déjà engagées. La présence significative des transporteurs montre l'interdépendance entre mobilisations politiques et économie informelle.

### 3.5- Une politisation de l'économie : coûts et sacrifices assumés

Tableau 5: Effets économiques des mobilisations sur les localités.

| Effets observés | Yopougon |   | Daoukro |   | Bongouanou |   | Divo |   | Moyenne |
|-----------------|----------|---|---------|---|------------|---|------|---|---------|
|                 | n        | % | n       | % | n          | % | n    | % |         |
|                 |          |   |         |   |            |   |      |   |         |

|  |    |       |    |       |    |       |    |           |       |
|--|----|-------|----|-------|----|-------|----|-----------|-------|
| Fermeture des marchés                  | 54 | 51,30 | 45 | 43,20 | 52 | 49,60 | 62 | 58,<br>70 | 50,70 |
| Rupture de chaînes d'approvisionnement | 50 | 47,20 | 41 | 38,70 | 55 | 52,40 | 65 | 61,<br>80 | 50,03 |
| Perte de revenus journaliers           | 67 | 64,10 | 60 | 57,40 | 65 | 61,90 | 73 | 69,<br>30 | 63,18 |

*Source : Données d'enquêtes, 2020*

Le tableau met en évidence l'ampleur des effets économiques liés aux mobilisations dans les quatre localités étudiées. Dans l'ensemble, trois types d'impacts se distinguent nettement.

La fermeture des marchés touche en moyenne plus de la moitié des localités (50,70 %), indiquant une perturbation directe des activités commerciales. La rupture des chaînes d'approvisionnement, également fréquente (50,03 %), traduit des difficultés d'accès aux produits et une désorganisation des flux économiques quotidiens. Enfin, la perte de revenus journaliers apparaît comme l'effet le plus marqué (63,18 %), affectant particulièrement les travailleurs dépendant des activités informelles.

Ces résultats montrent que les mobilisations entraînent des perturbations économiques importantes, ressenties de manière similaire dans les différentes localités.

#### **4- Discussion**

Les résultats montrent que les mobilisations sont portées principalement par une jeunesse nombreuse et organisée, mobilisant des formes d'action visibles (barricades, marches, blocages) justifiées par des enjeux moraux tels que la justice électorale et la protection communautaire. Appuyées par des réseaux de proximité et des plateformes numériques, ces actions restent perçues comme légitimes malgré leurs coûts économiques importants.

Ces constats ouvrent la voie à une discussion articulée autour de quatre dimensions majeures : l'économie morale de la protestation, les stratégies politiques et répertoires d'action, le rôle structurant des réseaux communautaires, et enfin la politisation des vulnérabilités économiques.

#### ***4.1- Une économie morale de la protestation : entre justice, protection et équité***

Les résultats montrent que les mobilisations observées sont principalement gouvernées par des normes morales collectives, telles que la justice électorale, la protection communautaire et l'équité sociale. Cette pluralité confirme que l'économie morale ivoirienne ne se limite pas à une simple réaction émotionnelle mais constitue un répertoire normatif structuré, mobilisé pour juger la légitimité de l'action contestataire. Pour une majorité de répondants, les actions contestataires visent à « *défendre la justice électorale* », « *protéger la communauté* » ou « *rétablissement l'équité* ».

Ces motivations sont cohérentes avec la théorie de l'économie morale développée par Thompson (1971) et approfondie par Scott (1976), qui soutiennent que les populations se mobilisent lorsque l'ordre social perçu comme légitime est menacé. Selon Thompson, l'économie morale justifie l'action populaire lorsqu'une injustice perçue rompt l'équilibre social. Ici, les populations invoquent pour justifier leurs actions la justice électorale, la protection de la communauté, la défense des droits politiques. Ainsi, la légitimité morale explique la forte participation, même dans des contextes répressifs.

L'étude met également en évidence une dimension plus contemporaine où la moralité de l'action collective s'articule à des revendications citoyennes modernisées. Bayart (1991) et Banégas (2008) montrent que les mobilisations politiques en Afrique reposent souvent sur des logiques morales, où les populations expriment un sentiment de justice contrariée. De même, Fassin (2009) souligne l'importance de la « *raison morale* » dans les mouvements sociaux contemporains. Les travaux de Boltanski & Thévenot (1991) sur les ordres de justification éclairent la manière dont les manifestants

mobilisent un registre de légitimité fondé sur le « *bien commun* », la défense de la communauté et la dénonciation d'un système perçu comme injuste. Cette logique explique pourquoi les protestations sont perçues, non comme un trouble à l'ordre, mais comme un acte moralement nécessaire.

Ces dimensions rejoignent celle de Tilly (2004) sur la « *politique contestataire* », selon laquelle les mobilisations s'inscrivent dans des répertoires d'action codifiés et légitimés par une histoire politique locale. En Côte d'Ivoire, ces répertoires sont ancrés dans une tradition d'expression publique des griefs, renforcée par l'historicité des crises électorales.

Ainsi, l'économie morale observée dans les mobilisations ivoiriennes n'est pas une simple réaction conjoncturelle : elle exprime une conception partagée de la citoyenneté, articulant justice, solidarité et devoir d'agir face à l'injustice. Les mobilisations ne découlent donc pas uniquement de consignes politiques : elles s'appuient avant tout sur une conviction partagée selon laquelle il est nécessaire d'agir.

#### **4.2- Des mobilisations comme instruments stratégiques de pression politique**

Les barricades, marches, blocages de routes et destructions ciblées constituent des instruments de pression visant à attirer l'attention des autorités et de la communauté nationale. Scott (1976) montre que les actions populaires constituent des formes de résistance dans des contextes de domination. Ces instruments s'inscrivent dans un registre d'action stratégique visant à créer un rapport de force, conformément aux analyses de Scott (1985). Ainsi, les populations dominées utilisent des tactiques variées pour exprimer leur désaccord. Ces actions constituent moins une violence spontanée qu'une forme d'expression politique structurée, utilisée pour rappeler aux autorités leurs obligations envers la communauté.

Les barricades et les marches deviennent alors des messages adressés aux autorités, des instruments de pression et des modes de négociation indirects. En Côte d'Ivoire, ces actions cherchent à contraindre les

autorités à reconnaître ou à reconsiderer certaines décisions politiques. Dans sa théorie des «*formes ordinaires de résistance*», cette perspective souligne que, même lorsqu'elles semblent spontanées ou informelles, ces pratiques constituent des moyens subtils, mais efficaces, par lesquels les populations expriment leur désaccord, affirment leur présence politique et contestent l'ordre établi. Cette dimension stratégique rejoue les travaux de Tilly (2004) et Tarrow (2011) qui décrivent les mobilisations comme des «*performances contestataires*» visant à rendre visibles des revendications. Dans le contexte ivoirien, ces actions marquent un refus public des décisions politiques jugées illégitimes et réaffirment la souveraineté populaire.

Olivier de Sardan (2015) insiste sur l'importance des pratiques locales comme formes d'expression politique. Les analyses de Bayart (1991) et Mbembe (2000) montrent que l'espace public africain est caractérisé par des formes de confrontation politique où l'État et les citoyens entrent dans un rapport de négociation. Les mobilisations populaires deviennent alors des espaces de contestation du pouvoir étatique.

Dans le contexte ivoirien, les actions observées s'apparentent à des messages politiques structurés. Les mobilisations de 2020 peuvent donc être interprétées comme des pratiques politiques ordinaires dans lesquelles les populations s'efforcent de redéfinir les règles de l'ordre politique. Elles présentent trois réalités : l'expression d'un refus des décisions perçues comme injustes, l'instauration d'un rapport de force et la réaffirmation de la citoyenneté.

Ainsi, les données montrent que les actions de protestation répondent à une double logique : d'un côté, une instrumentalisation politique (discours d'opposition, mots d'ordre centralisés) et de l'autre, une autonomie sociale portée par les réseaux locaux. Cette tension est typique des mobilisations en Afrique (Bayart, 1991 ; Mbembe, 2000) où les populations s'approprient les mots d'ordre nationaux pour les réinscrire dans des dynamiques locales.

Cette instrumentalisation stratégique confirme notre hypothèse selon laquelle les mobilisations ne sont pas anarchiques, mais organisées selon des codes partagés.

#### ***4.3- Le rôle structurant des réseaux communautaires : entre liens forts et liens faibles***

Les résultats montrent que les réseaux de proximité (jeunes de quartier, associations locales, leaders coutumiers) et les réseaux numériques (WhatsApp, Facebook) jouent un rôle déterminant dans la diffusion et l'intensification des mobilisations. Les communautaires constituent des relais essentiels. Ils interagissent pour produire une mobilisation multiscalaire. Cette double structuration, locale et numérique, renforce la capacité de coordination et d'adaptation des protestations.

Granovetter (1973), analysant la force des liens faibles, souligne leur importance dans la diffusion des informations et la mobilisation collective. Cette étude confirme son rôle dans la propagation des mots d'ordre de mobilisation. Cet auteur explique que la mobilisation est facilitée par les réseaux informels capables de relier des individus socialement éloignés. En Côte d'Ivoire, les groupes WhatsApp et les réseaux de quartiers jouent ce rôle de diffusion rapide. Les réseaux numériques, en particulier WhatsApp, fonctionnent comme des « accélérateurs sociaux » (Castells, 2012), créant une infrastructure communicationnelle qui prolonge les réseaux physiques.

Marie (1997) et Bouquet (2013) ont également montré l'importance des solidarités de proximité dans les mobilisations collectives en Afrique. Ainsi, les réseaux communautaires fonctionnent comme des infrastructures sociales permettant la coordination, la protection et la mise en sens de l'action protestataire. Ces réseaux déterminent l'intensité et la forme de ces actions protestataires. Les leviers à l'œuvre sont les jeunes de quartier qui constituent les acteurs pivots, les réseaux numériques qui amplifient la rapidité d'organisation et les leaders communautaires qui servent de médiateurs.

Parallèlement, les leaders coutumiers et communautaires jouent un rôle de légitimation sociale. Les travaux de Beekers et Obadare (2015)

sur les courtiers locaux confirment que ces figures servent de médiateurs entre protestataires et institutions. Ainsi, les mobilisations reposent sur un système relationnel complexe, où tradition et modernité s'articulent pour produire une forte densité organisationnelle.

En définitive, le rôle simultané des différents acteurs montre que la mobilisation repose sur un écosystème relationnel multi-niveaux. Les réseaux numériques agissent comme multiplicateurs de coordination, tandis que les réseaux de proximité assurent la légitimation sociale et la sécurité.

#### *4.4- Une politisation de l'économie : entre vulnérabilité structurelle et sacrifices assumés*

Les données statistiques montrent que les pertes économiques importantes (fermeture de marchés, perturbation des chaînes d'approvisionnement, baisse des revenus journaliers) sont acceptées comme un sacrifice moral et politique. Cela confirme les analyses de Cramer (2006) et Hibou (2011) sur la forte exposition des économies informelles aux crises politiques. Pour ces auteurs, les mobilisations politiques en contexte de crise impactent sévèrement les économies locales, particulièrement dans les secteurs informels. Les pertes de revenus constatées dans les localités étudiées montrent que la désobéissance civile fragilise les secteurs du transport et du commerce. Aussi, la fermeture de marchés perturbe les activités informelles, et les populations supportent le coût économique immédiat des mobilisations.

Geschiere (2009) souligne que les populations africaines vivent dans des économies politiques marquées par des tensions entre survie quotidienne et engagement politique. Les coûts subis lors des mobilisations s'inscrivent dans cette dialectique entre nécessité économique et quête de justice. Cependant, une partie des répondants estime que ce coût est « *nécessaire pour obtenir le changement* ». L'étude révèle un phénomène central : malgré ces coûts, les mobilisations restent perçues comme légitimes et nécessaires. Ce résultat souligne la rationalité économique et morale du sacrifice

politique : les populations considèrent le coût immédiat comme un investissement dans la justice électorale et la stabilité future.

Les répondants de l'étude affirment majoritairement que ces sacrifices sont « *nécessaires* », révélant une corrélation forte entre moralité, stratégie et acceptation du coût économique. Les travaux de Chabal & Daloz (1999) montrent que dans les contextes africains, les populations articulent le politique et l'économique dans une logique de « *rationalité pratique* », où la survie quotidienne n'exclut pas l'engagement contestataire. Cette rationalité pratique révèle que la mobilisation n'est pas une suspension de la vie économique, mais sa politisation. Cette articulation entre précarité économique et militantisme moral constitue l'une des contributions majeures de cette étude. Dans cette dynamique, les acteurs ne subissent pas passivement les coûts : ils les interprètent comme une contribution nécessaire à la défense d'un ordre moral et politique légitime.

#### ***4.5- Vers un modèle intégratif de la mobilisation en contexte de désobéissance civile***

L'étude propose un modèle analytique où quatre dimensions interagissent, à savoir les normes morales (justice, équité, protection), l'organisation sociale (réseaux, proximité, associations), les stratégies politiques (répertoires d'action, rapport de force) et les contraintes économiques (coûts, vulnérabilités, sacrifices). Les mobilisations ivoiriennes se présentent comme des formes de contestation cohérentes, rationalisées et profondément normatives.

En effet, l'ensemble des résultats met en lumière un système de mobilisation fortement structuré, où les normes morales, les réseaux sociaux et les enjeux économiques s'entrelacent pour produire des formes de désobéissance civile cohérentes et maîtrisées. Les mobilisations observées ne relèvent ni de la violence gratuite ni du désordre ; elles s'inscrivent dans un cadre normatif partagé, mobilisent des réseaux efficaces et répondent à des logiques de justice, de protection et d'efficacité politique.

Les mobilisations, barricades, marches, destructions et blocages, sont des pratiques socialement codifiées et légitimées par une économie morale (Thompson, 1971 ; Scott, 1976). Les réseaux communautaires, physiques et numériques, jouent un rôle central dans la coordination, la diffusion et la médiation des actions, confirmant l'importance de la force des liens faibles (Granovetter, 1973). Cependant, les mobilisations ont des coûts économiques immédiats élevés mais sont perçues comme légitimes et stratégiques, traduisant le lien entre moralité, stratégie et sacrifice économique (Cramer, 2006). Cette approche intégratrice montre que les mobilisations ivoiriennes s'inscrivent dans un continuum où justice, communauté et action collective convergent pour produire des formes de désobéissance civile structurées et efficaces.

Cette intégration théorique enrichit la compréhension des protestations ivoiriennes, en mettant en évidence une articulation forte entre valeurs morales, stratégies collectives, contraintes économiques et ressources sociales. Ainsi, elle étude a l'avantage de prendre en compte les dimensions morale, sociale et économique, offrant une analyse intégrative de la mobilisation citoyenne. Aussi, elle identifie le rôle des réseaux numériques, contribuant à la compréhension des nouvelles dynamiques de mobilisation. Malgré ces atouts, l'étude présente une double difficulté : celles de mesurer précisément l'impact économique à long terme des mobilisations et de l'accent sur la légitimité morale peut minimiser d'autres facteurs, tels que la manipulation politique ou la coercition.

## Conclusion

Cette étude met en évidence que les stratégies locales de mobilisation observées en période de désobéissance civile en Côte d'Ivoire s'inscrivent dans une économie morale de la protestation. Les actions comme les barricades, marches ou blocages de routes sont légitimées par un ensemble de valeurs collectives autour de la justice électorale, de la protection communautaire et de l'équité (Thompson, 1971 ; Scott, 1976). Les mobilisations reposent sur des réseaux sociaux denses, physiques et numériques, qui facilitent la circulation de l'information,

la coordination et la légitimation des actions (Granovetter, 1973 ; Marie, 1997).

Sur le plan économique, l'étude révèle des impacts majeurs, notamment la réduction des revenus des travailleurs du secteur informel, les perturbations commerciales et les ruptures d'approvisionnement. Cependant, ces coûts sont perçus comme un sacrifice acceptable, illustrant la tension entre impératifs économiques et quête de justice (Hibou, 2011 ; Geschiere, 2009). En articulant dimensions morales, sociales et économiques, cette étude propose une compréhension fine des mobilisations ivoiriennes et met en lumière les logiques profondes guidant les actions collectives en contexte de désobéissance civile. Elle offre aussi une lecture nuancée des mobilisations ivoiriennes, en soulignant l'articulation entre légitimité, organisation collective et coût économique des actions protestataires.

L'étude présente toutefois plusieurs limites : l'impossibilité de quantifier les effets économiques à long terme et la focalisation sur la légitimité morale, alors d'autres facteurs comme les manipulations politiques, mériteraient un approfondissement (Kalyvas, 2006). Malgré ces limites, l'étude fournit une compréhension intégrée des dynamiques protestataires ivoiriennes et offre des pistes pour des recherches futures, notamment sur l'évolution du rôle des technologies numériques dans les mobilisations transnationales.

## Références bibliographiques

- 1) BANÉGAS Richard, 2008. La démocratie désenchantée en Afrique, Karthala, Paris
- 2) BAYART Jean-François, 1991. L'État en Afrique : La politique du ventre, Fayard, Paris
- 3) BAYART Jean-François, 1991. La politique africaine, Karthala, Paris
- 4) BEEKERS Marleen & OBADARE Ebenezer, 2015. Sacred Dimensions of Public Life in Africa, James Currey, Rochester

- 5) BLECK Jennifer & VAN DE WALLE Nicolas, 2018. Electoral Violence in Sub-Saharan Africa, Cambridge University Press, Cambridge
- 6) BOLTANSKI Luc & THÉVENOT Laurent, 1991. De la justification : Les économies de la grandeur, Gallimard, Paris
- 7) BOUQUET Catherine, 2013. Géopolitique de la Côte d'Ivoire, Armand Colin, Paris
- 8) BOUQUET Christian, 2013. La désobéissance civile en Afrique de l'Ouest : pratiques et légitimités, Karthala, Paris
- 9) CASTELLS Manuel, 2012. Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age, Polity Press, Cambridge
- 10) CHABAL Patrick & DALOZ Jean-Pascal, 1999. Africa Works: Disorder as Political Instrument, James Currey/Indiana University Press, Oxford
- 11) CHAHID Nadia, 2020, « Côte d'Ivoire : 85 morts et 484 blessés dans les violences électorales », 12 novembre
- 12) CHEESEMAN Nic, 2017. Institutions and Democracy in Africa, Cambridge University Press, Cambridge
- 13) CRAMER Christopher, 2006. Civil war is not a stupid thing: Accounting for violence in developing countries, Hurst & Co., London
- 14) FASSIN Didier, 2009. La raison humanitaire, EHESS, Paris
- 15) FOSCAO-CI, 2020, « Rapport de Monitoring octobre 2020 sur la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire », FOSCAO-CI, 1 décembre, <https://www.foscao-ci.org/?p=3924>
- 16) GESCHIERE Peter, 2009. The perils of belonging: Autochthony, citizenship and exclusion in Africa and Europe, University of Chicago Press, Chicago
- 17) GRANOVETTER Mark, 1973. « The Strength of Weak Ties », American Journal of Sociology, Vol. 78, N°6, pp. 1360–1380
- 18) HIBOU Béatrice, 2011. La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Afrique, Karthala, Paris
- 19) INSTITUT ÉLECTORAL POUR UNE DÉMOCRATIE DURABLE EN AFRIQUE (EISA) & THE CARTER CENTER, 2020, « Un scrutin non inclusif et boycotté qui laisse un pays fracturé : communiqué de presse, Mission internationale

d'observation électorale (MIOE), Côte d'Ivoire 2020 », 2 novembre, <https://www.eisa.org/pdf/cot2020eom5.pdf>

20) JEUNE AFRIQUE, 2021, « Côte d'Ivoire : nouvelles investigations sur les violences électorales », 25 février, <https://www.jeuneafrique.com/1126973/politique/cote-divoire-nouvelles-investigations-sur-les-violences-electorales>

21) KALYVAS Stathis, 2006. *The logic of violence in civil war*, Cambridge University Press, Cambridge

22) LA CROIX, 2020, « Présidentielle en Côte d'Ivoire : Bédié appelle à la désobéissance civile », 20 septembre, <https://www.la-croix.com/Présidentielle-Côte-Ivoire-Bedie-appelle-desobeissance-civile-2020-09-20-1301115303>

23) LE POINT, 2020a, « Côte d'Ivoire : cette interdiction de manifester qui tend le climat politique », 21 août, [https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-cette-interdiction-de-manifester-qui-tend-le-climat-politique-21-08-2020-2388501\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-cette-interdiction-de-manifester-qui-tend-le-climat-politique-21-08-2020-2388501_3826.php)

24) LE POINT, 2020b, « Côte d'Ivoire : Henri Konan Bédié appelle à la désobéissance civile », 21 septembre, [https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-henri-konan-bedie-appelle-a-la-desobeissance-civile-21-09-2020-2392797\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-henri-konan-bedie-appelle-a-la-desobeissance-civile-21-09-2020-2392797_3826.php)

25) LE POINT, 2020c, « Présidentielle en Côte d'Ivoire : un scrutin sous surveillance », 8 octobre, [https://www.lepoint.fr/afrique/presidentielle-en-cote-d-ivoire-un-scrutin-sous-surveillance-08-10-2020-2395491\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/presidentielle-en-cote-d-ivoire-un-scrutin-sous-surveillance-08-10-2020-2395491_3826.php)

26) LIBÉRATION, 2020, « Côte d'Ivoire : flambée de violence à l'approche de la présidentielle », 19 octobre, [https://www.liberation.fr/planete/2020/10/19/cote-d-ivoire-flambee-de-violence-a-l-approche-de-la-presidentielle\\_1802855](https://www.liberation.fr/planete/2020/10/19/cote-d-ivoire-flambee-de-violence-a-l-approche-de-la-presidentielle_1802855)

27) MARIE Alain, 1997. *L'Afrique des individus*, Karthala, Paris

28) MARIE Sylvie, 1997. Solidarités locales et mobilisation collective en Afrique, *Revue Tiers Monde*, N°148, pp. 37-56

29) MBEMBE Achille, 2000. *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala, Paris

30) OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2015. *Les pratiques locales du politique en Afrique*, Karthala, Paris

- 31) SCOTT James C., 1976. The moral economy of the peasant: Rebellion and subsistence in Southeast Asia, Yale University Press, New Haven
- 32) SCOTT James C., 1985. Weapons of the weak: Everyday forms of peasant resistance, Yale University Press, New Haven
- 33) STRAUS Scott, 2015. Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa, Cornell University Press, Ithaca
- 34) TARROW Sidney, 2011. Power in movement: Social movements and contentious politics, 3rd edition, Cambridge University Press, Cambridge
- 35) THOMPSON Edward P., 1971. « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, 50, pp. 76-136
- 36) TILLY Charles, 2004. Social movements, 1768–2004, Paradigm Publishers, Boulder